

# **VAR : prendre le temps de réformer, ensemble, le temps de l'enfant**

- Écrit par amassei
- jeudi 19 juin 2014 10:00

Action, hier, à l'appel de intersyndicale CGT, SNUipp-FSU, SUD, FO.  
Journal La Marseillaise

## **Rythmes scolaires. Enseignants, agents territoriaux, parents, élus, refusent la réforme. Manifestation hier à Toulon.**

Le décret Peillon divisait, les aménagements Hamon mettent tout le monde d'accord : la réforme des rythmes scolaires, personne n'en veut.

Enseignants, agents territoriaux, parents, mais aussi élus venus représenter le maire de La Seyne (notre édition d'hier) et responsables politiques varois Front de gauche, s'étaient rassemblés devant les locaux de l'Inspection académique du Var, à Toulon, ce mercredi. Ils répondaient ainsi à l'appel de l'intersyndicale CGT, SNUipp-FSU, SUD, FO, dont une délégation devait être reçue par le préfet en début d'après-midi.

Le comble, c'est que tous estiment pourtant qu'une refondation de l'école maternelle et élémentaire est nécessaire. Pourtant là, ça coince autant sur le fond que sur la « manière de faire, à marche forcée, sans consultation », comme le relève Emmanuel Trigo (SNUipp). Selon lui, il aurait d'ailleurs fallu commencer par les programmes (La Marseillaise du 12 juin).

Revoir la durée du « temps de l'enfant », certes. « Mais il faut considérer le problème sur l'année, et non sur la semaine », explique Michèle Lherminier (CGT Educ'Action). Elle insiste : « Attention ! La réforme que nous voulons doit avoir comme objectif principal de garantir l'intérêt des enfants, de permettre à tous d'acquérir les apprentissages. » Ce, sans « être sclérosée par des contraintes budgétaires ».

Et justement à propos d'(in)égalités, notamment liées aux moyens dont disposent les communes, les agents en charge du temps périscolaire, refusent, pour leur part, que « le temps d'activités périscolaires se transforme en garderie », ajoute Pierre Minerva (CGT Service publics territoriaux).

« Il faut que l'on se mettent tous ensemble autour de la table et que l'on prenne du temps », résume Michèle Lherminier. « Le problème est complexe et il sera difficile de satisfaire tout le monde », poursuit-elle, consciente que « le sujet cristallise des tensions entre enseignants et agents territoriaux ». La professeur des écoles précise que la CGT défend les deux catégories de personnels pour conclure que de toutes façons : « On ne peut bien faire l'école que dans de bonnes conditions. »